

PROGRAMME DE FORMATION – RECHERCHE DU CIERA 2005 – 2007

**Vivre et penser la campagne dans l'Allemagne contemporaine,
un modèle pour l'Europe ?**

Représentations, pratiques et politiques des espaces ruraux

Une approche pluridisciplinaire



Moulin de Woldegk, Land de Mecklembourg-Poméranie, Allemagne,
Cliché : Guillaume LACQUEMENT, juin 2006.

Suivi de programme – Juin 2007

Par Guillaume LACQUEMENT
Maître de Conférences
Département de Géographie et Aménagement
UMR 5045 CNRS « Mutations des Territoires en Europe »
Université de Montpellier III – Université de Perpignan

Et Béatrice von HIRSCHHAUSEN
Chargée de Recherches
ENS - LSH – Géophile – Lyon
Centre Marc Bloch - Berlin

I – Bilan scientifique

L'intention du programme était de susciter une réflexion et un dialogue interdisciplinaire sur un objet à priori marginal et sans doute négligé de la recherche contemporaine sur les pays germaniques. L'intitulé visait en effet à aborder successivement (par un cycle de journées d'études), puis de manière contradictoire et synthétique (par un colloque final), plusieurs questionnements scientifiques sur les dynamiques contemporaines qui affectent les territoires ruraux d'un pays largement urbanisé et industrialisé, où les changements récents de l'économie et de la société s'effectuent sur l'héritage de la partition de l'après-guerre, au rythme et selon la logique de l'intégration européenne et de l'internationalisation de l'économie.

A partir de l'hypothèse que les territoires ruraux allemands font l'objet d'un profond renouvellement de leurs fonctions économiques et sociales prenant souvent la forme d'une mise en patrimoine, l'étude proposait deux lectures croisées de ce processus, et privilégiait une approche territoriale et multiscalaire menée à la fois en termes diachroniques et synchroniques. La première lecture prévoyait un examen des catégories d'analyse qui charpentent les perceptions et les politiques de « patrimonialisation » de la campagne. La seconde souhaitait confronter la construction contemporaine du patrimoine rural en Allemagne au contexte actuel de crise particulièrement complexe, nourrie à la fois par les mutations de l'appareil productif et l'héritage de la partition territoriale (RFA/RDA). Le jeu sur les échelles devait permettre de recadrer la singularité du cas allemand à l'articulation d'une forte tradition d'autonomie locale et des processus à l'œuvre aux niveaux supranationaux. Et l'historicisation des analyses avait pour intention de faciliter la compréhension des processus, dans la double perspective de l'histoire des catégories mobilisées et du mouvement plus large des transformations sociales et économiques des campagnes européennes.

1 – Journées d'études

Dans les années 1990, les chercheurs de notre discipline – la Géographie - ont consacré une grande partie de leur travail de recherche à l'étude de la transformation des structures d'exploitation agricole dans les pays socialistes au lendemain de l'ouverture du Rideau de fer et dans le contexte de la transition de l'économie de Plan vers l'économie de marché, alors engagée par les nouveaux régimes politiques issus des premières élections libres. Ces structures étaient omnipotentes, car elles assuraient dans le cadre de la planification socialiste tout à la fois des fonctions productives et des fonctions d'administration et de gestion du territoire local. Or, leur privatisation ou leur démantèlement ont très rapidement contribué à redistribuer les rôles en matière d'administration et de gestion de l'espace local, en multipliant les acteurs responsables ou impliqués d'une part, et d'autre part en diversifiant les fonctions vouées aux espaces ruraux, qui avaient été cantonnés jusqu'alors dans une vocation de production agricole.

Le changement structurel s'accompagne donc d'un changement fonctionnel, toujours en cours à nos yeux, et surtout référé à un modèle de développement et d'aménagement, déjà en œuvre dans les pays de l'Europe occidentale. Nous formulons l'hypothèse que ce modèle se fonde en grande partie sur une mise en patrimoine des campagnes, contribuant au profond renouvellement de leurs fonctions socioéconomiques : ces dernières demeurent certes des zones de production de biens alimentaires, mais deviennent progressivement dans le même temps des lieux de résidence périurbaine sur des aires concentriques de plus en plus étendues autour des villes, et ponctuellement des conservatoires des milieux naturels et des paysages agraires, en partie offerts à la consommation touristique. Dans ces conditions, le patrimoine rural est conçu comme une ressource mobilisable pour le développement local, une ressource dont la valorisation économique doit être créatrice de richesses, de revenus et d'emplois dans des espaces ruraux finalement « désagrarisés », où la part des actifs agricoles a déjà brutalement diminué ou est appelé à l'être en raison de la réorganisation des marchés agricoles à l'échelle mondiale et de l'adaptation aux réformes successives de la PAC – La Politique Agricole Commune -, adaptation différée mais aussi pour une bonne part anticipée pour les futurs membres de l'Union européenne .

Ce processus conduit à interroger les mécanismes de construction du patrimoine rural, ainsi que les formes spatiales auxquelles ils donnent naissance, mais nécessite aussi de retrouver les origines des représentations et des systèmes de valeurs qui sous-tendent tout à la fois ce qui est un projet politique et ce qui relève d'une demande sociale. Sans doute par sa position géographique au sens strict, mais plus encore par son histoire politique, socioéconomique et culturelle, l'Allemagne, sans en avoir bien sûr l'exclusive, se situe au centre du questionnement, comme au cœur du processus. Dans cette perspective, les campagnes allemandes constituent alors un objet d'étude privilégié pour nos disciplines réunies au cours de ces séminaires

De la première journée (*La réinvention contemporaine de la campagne en Allemagne, mythes et représentations* – Berlin, janvier 2006), nous retiendrons pour l'essentiel que la construction du patrimoine rural en Allemagne se fonde sur des représentations qui identifient la campagne à des paysages agraires souvent idéalisés, et surtout perçus comme plus proches de la nature, une nature magnifiée par le mouvement romantique et réinvestie par le discours environnemental à partir des années 1960. De ce fait, les politiques de protection de

la nature et de conservation des paysages agraires, mises en place à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, prennent une dimension symbolique forte en participant, tout au long de l'histoire allemande, de l'unification à la réunification, à la construction et à la légitimation d'une identité territoriale, déclinée tout à la fois à l'échelle locale de la *Heimat*, et à l'échelle de la nation en construction ou en reconstruction.

La seconde séance (*Modèles et acteurs du développement et des politiques rurales en Allemagne* – Lyon, mars 2006) s'est intéressée sur un mode diachronique aux modalités concrètes de valorisation des ressources rurales, aux outils conceptuels et opérationnels de l'aménagement, ainsi qu'aux acteurs du développement local. D'un point de vue historique, la campagne, en tant qu'espace à administrer et à valoriser, apparaît à la fin du XVIII^{ème} siècle dans la pensée économique des « sciences camérales » : Cette dernière prescrit l'intervention d'une administration régulatrice, qui est ensuite remise en cause par l'émergence de la pensée libérale et de la *Nationale Ökonomie*. La campagne n'est plus considérée comme une entité territoriale spécifique, mais devient le support d'une activité économique régulée par les mécanismes du marché et confiée à des propriétaires ou des exploitants agricoles. Ces conceptions encouragent et légitiment alors la conversion de la noblesse terrienne au capitalisme agricole, assurant ainsi dans les campagnes de l'est de l'Elbe la permanence sociale et politique de la structure du grand domaine, comme lieu de production économique, lieu de vie et lieu d'exercice du pouvoir, jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle.

A partir des années 1960 en Allemagne fédérale, et à partir de 1990 dans les nouveaux Länder, les politiques de développement rural se conçoivent sur la base d'une distribution des espaces ruraux en trois catégories spatiales différenciées selon le niveau de densité de peuplement et la proximité urbaine. En parallèle, deux modalités principales d'action semblent s'imposer en faveur du développement local : d'une part, l'intervention exogène de l'Etat fédéral et des Länder à la fois dans le cadre d'outils sectoriels (les programmes de modernisation des infrastructures rurales, d'adaptation des structures agricoles, et de diversification des activités rurales) et d'outils territorialisés, en particulier le réseau de parcs nationaux et de parcs naturels régionaux ; d'autre part, une action endogène, reconnue et soutenue par la contractualisation, qui mobilise des réseaux complexes d'acteurs locaux et qui implique des configurations territoriales nouvelles (celles des formes diverses de la coopération intercommunale), transgressant alors le maillage politico-administratif comme les découpages des régions de la planification institutionnelle.

Au cours de la troisième journée d'étude (*les nouvelles campagnes de l'Allemagne unifiée* – Berlin, juin 2006), nous avons voulu confronter le processus de construction et de valorisation du patrimoine rural au contexte de crise qui marque l'Allemagne contemporaine en raison des mutations de l'appareil productif, des hésitations de la politique économique et des difficultés liées à la réunification. Cette crise est démographique et socioéconomique et frappe durement les Länder orientaux, où le dépeuplement des régions rurales se poursuit par déficit naturel et déficit migratoire. L'émigration continue des jeunes actifs accentue encore le vieillissement structurel de la population rurale, d'autant que depuis 2001 la périurbanisation et l'installation de nouveaux résidents à la périphérie des agglomérations se sont brutalement ralenties. Ces campagnes orientales paient un lourd tribut à la réunification et au changement de système socioéconomique. La décollectivisation a « désagrégé » les campagnes dans le sens où la part des actifs agricoles a considérablement diminué en quinze ans. Mais, les effets du changement économique se font également sentir sur les régions d'industries diffuses et sur les petites villes. L'activité économique ne s'y maintient qu'au prix d'un douloureux délestage de main d'œuvre, d'une relocalisation sélective des unités de production qui produit de vastes espaces de friche, et d'une dépendance économique forte à l'égard des investissements ouest-allemands dans les activités de sous-traitance.

Ce contexte de crise ne facilite pas le transfert attendu du modèle de développement local. L'analyse des expériences de la création du parc national de Müritz en Mecklembourg, et du parc naturel interrégional du Massif du Harz, en Basse-Saxe et en Saxe-Anhalt, a montré que ce transfert pouvait être source de conflits entre les acteurs désignés ou sollicités pour sa mise en œuvre : normatif en termes de méthode (la contractualisation) et de contenu (protection de la nature, conservatoire de paysages, labellisation de produits locaux), il confronte dans les faits des territorialités par nature différentes et qui se révèlent contradictoires, car elles opposent les objectifs et la logique de l'intervention directe à ceux et celle des initiatives endogènes, alors même que l'implication des sociétés locales fonde la légitimité du modèle et de son transfert.

En analysant les modalités du transfert du modèle de développement local, référé à la doxa occidentale, dans les pays de l'Europe centrale, balte et orientale, la quatrième et dernière journée d'études (*Un modèle allemand pour l'intégration des campagnes de l'Europe centrale et orientale ? Mimétisme et réactions dans l'Europe en transition* – Lyon, septembre 2006) a mis en évidence le rôle décisif du contexte de réception comme facteur de différenciation territoriale. Les programmes de pré-adhésion à l'Union européenne (PHARE, SHAPARD), relayés par les programmes nationaux, ainsi que les programmes européens dans les pays devenus membres (en particulier les programmes LEADER) ont favorisé le transfert et la diffusion de nouvelles pratiques de développement local. Ces dernières se sont développées sur la base de nouvelles formes de structuration des

territoires ruraux fondées sur l'intercommunalité. Conçue comme une réponse à la fragmentation d'un maillage communal, parfois compensée dans certains pays (Pologne) par la mise en œuvre de réformes administratives et territoriales, la coopération intercommunale a mobilisé à l'échelle locale, des réseaux complexes d'acteurs, souvent guidés par des experts occidentaux ou des ONG, mais qui se sont objectivement impliqués dans des pratiques d'identification et de valorisation économique de ressources rurales nouvelles et diversifiées, inscrites dans une démarche de construction du patrimoine rural.

L'analyse empirique et la recherche monographique révèlent cependant le caractère sélectif et les limites du processus de transfert. Trop conformiste, la démarche de développement local peut se restreindre à un formalisme appliqué qui confine alors au strict mimétisme, et qui réduit le territoire local à l'état de simple support pour la mise en œuvre de formules d'aménagement clé en main, la situation étant flagrante dans les expériences de coopération transfrontalière (frontière germano-tchèque de Bohême). Elle peut également conduire à la confiscation du pouvoir local et de l'action d'aménagement entre les mains d'une nouvelle élite locale : la formation d'une « classe de projets » (selon les termes du sociologue hongrois Imre KOVACH), parce qu'elle s'insère dans les réseaux politiques et professionnels et qu'elle maîtrise les circuits d'informations, réduit l'implication des sociétés locales à l'état de pur alibi et dénature le caractère a priori endogène de l'initiative. Par ailleurs, le transfert de modèle exige l'émergence de leaders locaux et une mobilisation collective, qui paradoxalement sont inhibées dans les sociétés de « retour paysan » (B. von HIRSCHHAUSEN, 1997) : En Roumanie, l'émiettement des structures de propriété et d'exploitation agricole replie les sociétés locales sur les conditions immédiates de leur survie économique, et ferment l'horizon du projet, qui suppose au contraire la mobilité géographique et une intention dans la recherche de ressources économiques nouvelles ou de potentialités de développement. Enfin, même purement mimétiques, les pratiques de développement local deviennent impossibles en l'absence d'autonomie communale et de démocratie locale, quand l'échelon de la commune n'est pas reconnu dans le système politico-administratif, comme en Lituanie. Le mode de structuration politique et sociale des espaces ruraux déterminent donc des contextes de réception plus ou moins favorables au transfert de modèle.

2 – Colloque : Inventer et valoriser le rural en Allemagne : un laboratoire pour l'Europe élargie ?

Le colloque a été l'occasion de réunir autour de notre questionnement, des chercheurs d'horizons très différents : au noyau initial de doctorants et jeunes chercheurs français issus de la géographie, des études germaniques et de l'histoire qui avaient régulièrement participé aux journées d'études, sont venus se joindre huit chercheurs et doctorants allemands, géographes, historiens ou issus de la *Kulturwissenschaft*. Cette ouverture a été rendue possible par l'entremise de Karl Martin Born, enseignant-chercheur à la Freie Universität de Berlin, géographe, inséré dans les réseaux de la recherche rurale en Allemagne et avec qui ont été nouées d'étroites relations de collaboration. Le croisement interdisciplinaire et franco-allemand des regards sur notre question a fait l'originalité et l'intérêt de ce colloque. Le recours à la traduction simultanée a permis la rencontre intellectuelle de cercles de recherches qui ne se connaissaient pas et dont le dialogue a été dynamique.

Les quatre sessions du colloque ont été l'occasion de reprendre avec cette nouvelle ouverture les apports des journées d'études. Elles ont donné lieu à des débats ouverts portant à la fois sur les choix des acteurs et les politiques publiques actuellement à l'œuvre pour construire le patrimoine rural comme ressource de développement économique et, de manière réflexive, sur les catégories d'analyse du rural que ces actions mobilisent.

L'approche comparative et historique a permis de rappeler la manière dont en Allemagne l'espace rural est associé au paysage et à la nature. Elsa Vonau a ainsi montré comment le paysage avait fait l'objet dès la fin du XIX^{ème} siècle de politiques de protection et de conservation et comment avait été mise en place une lecture territorialisée des « monuments de la nature ». A cette analyse a fait écho celle de Winfried Schenk montrant comment le paysage est devenu à la fin du XX^{ème} siècle une ressource du développement économique en milieu rural, explicitement désignée par les politiques d'aménagement du territoire des années 1990. Les études de cas présentées par Dieter Kleefeld à propos de la région de l'Eifel, par Samuel Depraz à propos du Parc National de Müritz, ou par Olivier Charlot à propos du Parc National du Harz ont décrit les modalités concrètes de la valorisation paysagère comme outil du développement local, notamment la prise en compte des objectifs de la protection de la nature dans les politiques locales d'aménagement. Samuel Depraz a ainsi analysé comment des logiques d'acteurs à l'échelle locale révèlent souvent les contradictions entre objectifs de conservation de la nature et du paysage d'une part, et objectifs de valorisation économique des ressources et de développement local d'autre part. Les premiers importent en effet une territorialité exogène dans l'espace local, alors que les seconds privilégient les démarches endogènes et exigent des acteurs locaux une mobilisation et une implication dans les projets de développement. En outre, la redéfinition de la politique d'aménagement du territoire de la République fédérale à partir des années 2000 dilue la spécificité de l'espace rural dans une approche

dichotomique de l'organisation du territoire opposant des espaces centraux et des espaces périphériques en fonction de la distribution des densités de peuplement et de la hiérarchisation du réseau urbain. Si la valorisation de la ressource paysagère demeure l'une des orientations majeures des politiques publiques, elle concerne désormais l'ensemble du territoire, et non plus spécifiquement les espaces ruraux. L'Allemagne toute entière est un *Kulturlandschaft* ou plutôt un assemblage de *Kulturlandschaften* et de potentiels nouveaux de développement répartis en six catégories (paysages côtiers, forestiers, miniers, montagnards, urbains, et deux types de paysages ouverts ou agraires en fonction de l'importance des aménagements hérités).

La seconde session a exploré les référents identitaires qui participent à la construction du patrimoine rural. En complément des journées d'études, l'accent a d'abord été mis sur l'exploration des héritages de l'économie domaniale qui a en particulier structuré l'organisation territoriale des régions orientales de l'Allemagne (Thierry Jakob). Les analyses ont montré de quelle manière le grand domaine nobiliaire était devenu dans le contexte contemporain un « producteur » ou une « réserve » de patrimoine : anciens manoirs, anciens moulins, anciennes fabriques, mais aussi parcs d'agrément sont ainsi inventoriés et font l'objet de programmes de restauration, de conservation et de valorisation culturelle et touristique. Les exposés de Angelika Halama, Ramona Simone Dornbusch, Catherine Robert, en ont fait l'analyse à travers des exemples pour certains spectaculaires. L'invention contemporaine du patrimoine rural cultive donc la « pépinière » des vestiges de l'histoire agraire, dans les formes spatiales qu'ils ont acquises au cours du XIX^{ème} siècle, qu'ils procèdent des sociétés paysannes ou de la société domaniale. Le questionnement s'est ensuite tourné vers la littérature et le cinéma de genre : les procédés narratifs, ainsi que le choix des figures dans les œuvres de la *Heimatliteratur* et du *Heimatfilm* que nous avons évoqués ont confirmé la forte identification culturelle de la *Heimat* avec le paysage local ou plus précisément familial (Dorle Merchiers). Enfin, comme le montre la relecture contemporaine des *Pérégrinations à travers la Marche de Brandebourg* de Theodor Fontane, l'héritage culturel et artistique peut être lui-même mis à contribution dans la démarche de construction des lieux de mémoire et d'invention du patrimoine rural (Isabelle Solères).

La troisième session a permis de mettre les politiques de valorisation des ressources patrimoniales rurales au regard des enjeux économiques et des mutations fonctionnelles qui transforment les campagnes. L'exemple donné par Franz Höchtel, des programmes de gestion et d'aménagement du paysage menés par l'Institut pour la gestion et la préservation des paysages (*Institut für Landespflege*) de Fribourg donne un exemple de la posture pédagogique qu'adoptent les experts du paysage pour mettre en évidence, sur un mode normatif, la valeur de leur patrimoine au regard des habitants et d'acteurs locaux. Il nous a ainsi livré sa réflexion de praticien confronté à la tension souvent contradictoire entre valorisation esthétique et mutation des pratiques agricoles, entre une demande globale de type conservatoire et les contraintes locales de type économique. C'est cette même tension qu'a exploré Stephanie Arens, dans une démarche typologique inventoriant les modes de reconversion des bâtiments agricoles en fonction des contraintes et des contextes locaux. Car partout dans ces campagnes, la question du développement économique et de l'emploi reste un enjeu de fond et une condition plus qu'un résultat des politiques de valorisation patrimoniale : le choc de la transformation post-socialiste a confronté les sociétés locales au problème sur un mode accéléré. Pascal Chevalier a montré, à propos de la République tchèque, la manière dont les solutions se cherchent au niveau local : les trajectoires de sortie d'un modèle socialiste focalisé sur la mise en valeur productiviste des ressources agricoles, divergent et témoignent de potentiels locaux de développement très inégaux. L'exposé d'Hélène Roth a mis le doigt sur un point aveugle des politiques de valorisation des patrimoines ruraux, focalisées sur un patrimoine paysager et peu opérantes quand il s'agit de savoir-faire et de patrimoines industriels.

La quatrième session posait la question des niveaux d'intervention et du rapport entre dynamiques endogènes et politiques publiques. Récapitulant l'historique des politiques publiques de développement rural depuis cinquante ans, Gerhard Henkel a retracé le mouvement de conversion en faveur d'une responsabilisation des acteurs locaux et du renoncement progressif à des politiques pilotées « par le haut ». C'est justement à ce changement de paradigme que Ulrike Grabski-Kieron s'est intéressée en mettant à jour en termes critiques les paradoxes et limites de nouvelles politiques de développement local, prises entre diminution des moyens financiers, marginalisation des enjeux ruraux au sein des priorités nationales en matière d'aménagement du territoire et volonté de décloisonnement des politiques sectorielles. L'exemple développé par Peter Dehne a permis d'analyser justement les succès, les limites et les fragilités de projets promus par ces nouvelles politiques, quand il s'agit d'espaces particulièrement ruraux et périphériques : son analyse au niveau concret de deux *Kreise* ruraux et périphériques situés en Poméranie, à la frontière polonaise a montré que l'absence de recette universelle remet les solutions à des acteurs locaux aussi peu nombreux qu'inventifs et engagés. Christophe Queva s'est attaché de son côté, à partir d'une analyse menée cette fois-ci en Thuringe méridionale au rôle du « manager », nouvelle figure de la coordination transversale des projets régionaux. Il a notamment montré en termes critiques les effets de transfert de modèles mercantilistes et « marketing » aux pratiques de management territorial. En contrepoint de ces analyses des cas allemands, Jurgita Macyulite et Paul Bauer sont venus

développer des exemples situés respectivement en Lituanie et en République tchèque, mettant en lumière les limites des politiques de transfert de ce modèle.

L'ensemble des sessions a donné lieu à des discussions très riches, croisant les interventions françaises et allemandes.

Pour témoigner de ce succès, signalons le dépôt conjoint, dans les semaines qui ont suivi, d'un projet de recherche soumis dans le cadre de l'appel d'offre franco-allemand ANR/DFG. Issu des rencontres de ce colloque, ce projet réunit de chercheurs et doctorants autour d'une coopération entre Ulrike Grabski-Kieron à l'Institut de géographie de Münster et Guillaume Lacquement à l'UMR MTE de Montpellier.

Le programme détaillé des journées d'études et du colloque est toujours consultable sur le site web <http://recherche.univ-montp3.fr/mte/ciera>.

3 – Publications prévues

- Béatrice von HIRSCHHAUSEN et Guillaume LACQUEMENT, *Vu de l'Est, vu de l'Ouest, du patrimoine rural en Allemagne*, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, numéro spécial, à paraître, automne 2007.

7 contributions dont 3 de collègues allemands et 4 de doctorants.

- Béatrice von HIRSCHHAUSEN, Karl Martin BORN, et Guillaume LACQUEMENT, *inventer et valoriser le rural en Allemagne*, éditions Aux lieux d'être, à paraître 2008.

250 pages pour 18 contributions dont 8 de collègues allemands et 5 de doctorants.

- Marie-Claude MAUREL, Béatrice von HIRSCHHAUSEN et Guillaume LACQUEMENT, *Développement local en Europe centrale*, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, numéro spécial, à paraître 2008.

6 contributions de participants au programme dont 2 de doctorants, auxquelles il faut ajouter celles de collègues hongrois.